

Motion de politique générale

La guerre qui se déroule en Ukraine est le théâtre d'un affrontement plus large qui oppose les États-Unis et les États membres de l'Otan à la Fédération de Russie. Il en résulte une division profonde de l'Europe continentale, face à laquelle l'Union européenne est incapable d'apporter des solutions. L'invasion russe provoque une recomposition des rapports de force internationaux qui est encore largement imprévisible, mais elle souligne la marginalisation de l'Union européenne, au sein de laquelle chaque pays joue sa propre carte – notamment la Pologne –, et l'inertie de la politique étrangère française, tout entière prisonnière des postures erratiques et sans lendemain d'Emmanuel Macron.

Cette inertie est d'autant plus coupable que la France est confrontée aux crises majeures qui secouent l'Europe de l'Ouest et les États-Unis. Face au réchauffement climatique, face à la fragilité du système financier international, face à la violence de l'économie capitaliste et aux désastres sociaux et environnementaux qu'elle engendre, l'élite de notre pays se contente, comme tant d'autres groupes dirigeants, de décisions formelles, d'actions de retardement et d'aménagements partiels – qu'il s'agisse des conférences sur le climat tenues hors de toute remise en cause du modèle économique dominant, des assouplissements quantitatifs, du soutien étatique aux ménages modestes par prestations monétaires insuffisantes ou des réformes « sociétales » destinées à faire diversion.

Alors que les Français ont cruellement vérifié depuis trois ans le délabrement de leur système de santé, les pénuries de matériel médical et de médicaments, les effets concrets du réchauffement climatique lors des canicules et des incendies de forêt et la fragilité de notre approvisionnement énergétique, la perte de nos capacités industrielles et le délabrement de nos infrastructures, la gouvernance oligarchique a jugé nécessaire d'engager une épreuve de force sur le report à 64 ans de l'âge de la retraite, imposée en brutalisant le Parlement au mépris de la Constitution. La réplique de l'intersyndicale soutenue par une large majorité de Français est à la hauteur des provocations de l'Élysée. Les mouvements de grève et d'imposantes manifestations concrétisent la rupture entre l'oligarchie et les classes moyennes et populaires.

Exposé à la révolte populaire, privé de majorité parlementaire solide, encombré d'un gouvernement discrédité où surabondent les ministres inconnus, Emmanuel Macron subit, seul, le poids de toutes les colères – celles qu'il a déclenchées, celles accumulées pendant quarante années de « rigueur ». Il est, aux yeux d'innombrables Français, responsable de tous les maux, mais il est au centre du système d'irresponsabilité que l'oligarchie a créé, puisque notre pays se trouve placé sous la dépendance de la Banque centrale européenne, de la Commission de Bruxelles discréditée par de multiples affaires de corruption, du commandement américain de l'Otan, de la spéculation financière internationale...

Face à cette situation de crise généralisée, nationale et internationale, la **Nouvelle Action royaliste souligne** la nécessité d'une nouvelle coopération internationale fondée sur les principes affirmés par la Charte de l'ONU, la Déclaration de Philadelphie, la Charte de La Havane et la Déclaration de Stockholm.

Elle souhaite que le rétablissement de la paix en Europe soit l'amorce d'une réunion de l'ensemble du continent dans une confédération européenne affirmant son indépendance à l'égard de toutes les puissances extérieures.

Elle milite pour que la France s'attache à retrouver son rang parmi les grandes puissances et qu'elle soit le ferment de la coopération internationale et d'un nouvel équilibre européen. Notre nation ne pourra jouer son rôle sans réaffirmer sa souveraineté dans tous les domaines où des abandons militaires, monétaires et commerciaux ont été consentis.

Elle insiste sur la nécessité d'une politique de l'énergie orientée vers la construction de nouvelles centrales nucléaires, le développement des énergies renouvelables et de la filière hydrogène.

La Nouvelle Action royaliste affirme que l'ampleur et la conjonction des crises mondiales, européenne et nationale auxquelles nous sommes confrontés exige la mise en œuvre d'un projet national de reconstruction, conçu selon nos impératifs mais exemplaire pour le monde entier. Ce projet doit se concrétiser dans la planification générale et démocratique des activités de la nation, qui implique la rupture avec le productivisme au profit d'un mode de développement accordant toutes les politiques publiques et orientant les entreprises du secteur privé dans lesquelles le travail sera repensé grâce à la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise.

Constatant que les principales formations politiques se sont enfermées dans des impasses idéologiques, stratégiques ou tactiques et sont minées par leurs contradictions internes, la Nouvelle Action royaliste souhaite la création d'un nouveau rassemblement patriotique, voué à la reconstruction de notre pays.